

■ **Décision SGA-DEC-2025- 371**

Conclusion d'un avenant n°1 au marché relatif à la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil – Lot 03 « Bardage et plafond bois »

**Direction des finances et commande publique**  
**Marchés publics**

La maire de Creil,

■ **Visas :**

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 ;
- Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L2194-1 5° et R2194-7 ;
- Vu la délibération n°3 du conseil municipal en date du 14 décembre 2024, certifiée exécutoire le 16 décembre 2024, donnant délégation à Madame la Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Vu le budget communal ;
- Vu le marché public n°2024-006, Lot 03 « Bardage et plafond bois », conclu avec la société Goudalle Charpente et portant sur la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil ;
- Vu l'avenant n°1 à intervenir ;

■ **Considérant :**

La survenance de difficultés et de circonstances imprévues intervenues en cours d'exécution du chantier ;  
Que la durée des travaux s'en trouve allongée ;

Qu'il convient de conclure un avenant audit marché afin de prendre en compte ce nouveau délai d'exécution du chantier ;

■ **Décide :**

**Article 1** : de conclure un avenant n°1 au marché public n°2024-006-03 portant sur la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil avec la société Goudalle Charpente domiciliée 50 route principale à Preures (62650).

Cet avenant a pour objet de prolonger les délais d'exécution du chantier jusqu'au 22 juillet 2025.

Cet avenant n'emporte aucune incidence financière.

**Article 2** : Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil municipal.

**Article 3** : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue Lemercier – 80000 Amiens – dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télerecours citoyens accessible par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4** : Ampliation de la présente décision sera faite au représentant de l'Etat de l'arrondissement de Senlis et au Trésorier Municipal.

A Creil, le **24 JUIL. 2025**  
Sophie DHOURY-LEHNER  
Maire de Creil  
Vice-Présidente de l'ACSO  
Chargée du Projet de Territoire



Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) : **24 JUIL. 2025**  
Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville : **24 JUIL. 2025**